



## DECLARATION LIMINAIRE DU CNAS du 18 avril 2019

Montreuil le 18 avril 2019

Tout le monde dans son enfance a adoré Mary Poppins, celle qui faisait disparaître des objets dans son grand sac pour les ressortir ensuite.

Magique !!!

C'est ce qui se passe avec le budget de la première année de mandature du CNAS. Une grande ponction en 2018 dans le budget de la fondation d'Aguesseau afin d'apurer ses très importantes réserves pour, l'année suivante, revenir à une subvention normale afin, dicit l'audit comptable, de permettre à la fondation de remplir toutes ses missions en matière d'action sociale.

La CGT vous avait prévenu l'année dernière en disant que le rétablissement d'un budget de croisière de la fondation ne pourrait pas être comptabilisé comme une accentuation du budget de l'action sociale.

Nous ne trouvons pas dans ce budget une trace de l'annonce de notre ministre d'augmenter de 7 % le budget de l'action sociale alors que les effectifs de notre ministère augmentent et se rajeunissent.

Et ce n'est pas la politique du logement qui va nous contredire. Faire baisser son budget de manière conséquente, tout en y intégrant l'expérimentation du prêt bonifié n'est pas le résultat d'une intense politique de réservation, mais d'une très faible volonté d'investissement. Les mises en chantier non programmées aujourd'hui ne se rattraperont pas demain.

Et que dire de la protection sociale complémentaire, ce n'est plus Mary Poppins ici c'est carrément Houdini. En peu d'années, le montant a été divisé par 2 du fait de transferts de solidarité moins conséquents. Un jargon technocratique pour ne pas dire que le référencement a été un bide et que de moins en moins d'agents du ministère bénéficie d'une complémentaire santé avec la participation de leur employeur.

En matière de restauration, nous sommes dans la manipulation à haut niveau ou comment manger moins en payant plus. Certes le tarif a légèrement diminué, mais avec une prestation moindre, un périphérique de moins. L'agent qui voudra continuer à prendre 3 périphériques paiera plus cher. Alors au final, qui a fait une économie, l'agent en mangeant moins ou l'administration en payant moins cher une prestation ?

Bien sûr tout n'est pas gris et certains budgets augmentent, la petite enfance et le soutien aux associations. Mais cela reste sans aucune commune mesure avec l'accroissement du nombre des agents du ministère.

Là où le pouvoir d'achat est en baisse depuis 10 ans, là où les contractuels sont légions, l'action sociale permet de compenser a minima la précarité. Pour autant, le sac de Mary Poppins reste désespérément vide.